

Consommation et mode de vie des agriculteurs

Vanessa Bellamy, Claire Plateau*

Les dépenses de consommation des ménages agriculteurs actifs par unité de consommation sont voisines de celles des ouvriers ou des retraités. Mais la structure de leur consommation a des spécificités fortes, en relation avec leur vie en milieu rural et les liens étroits qui existent entre vie privée et vie professionnelle. Propriétaires de leur logement dans 78 % des cas, les agriculteurs ont peu de dépenses de logement. Loin de la ville, ils ont aussi peu de dépenses de culture, de loisirs ou de restaurant. En revanche, en prenant en compte l'autoconsommation, leurs dépenses alimentaires sont nettement supérieures aux autres catégories socioprofessionnelles.

Entre 1996 et 2004, les agriculteurs ont comblé leur retard en matière d'informatique et de connexion internet, dépassant nettement en matière d'équipement les ménages ouvriers et employés. De même, leurs conditions de logement se sont nettement améliorées ces vingt dernières années, restant néanmoins en deçà de celles de l'ensemble des ménages.

En 2001, les ménages d'agriculteurs actifs (ménages dont la personne référence est agriculteur et en activité) ont dépensé en moyenne 24 300 euros en une année pour leur consommation – champ de la comptabilité nationale, hors impôts, gros travaux et remboursement de prêts –, soit un peu plus que la moyenne des ménages métropolitains (23 000 euros). Mais en tenant compte de la taille des ménages qui est supérieure à la moyenne (3,1 personnes contre 2,1), le niveau relatif de la consommation des agriculteurs par rapport aux autres catégories sociales devient plus faible. Avec 12 480 euros en moyenne par an et par unité de consommation (*figure 1 et encadré*), cette consommation globale, qui est inférieure à celle de l'ensemble des ménages (14 400 euros), est comprise entre celles des ouvriers et des retraités, loin derrière les cadres (21 670 euros par an et par unité de consommation). De même, en intégrant les dépenses correspondant aux impôts, aux gros travaux et aux remboursements de prêts, les exploitants agricoles actifs dépensent toujours à peu près autant que les ménages d'employés, de retraités ou d'ouvriers (*figure 1*).

Une combinaison des activités domestique et professionnelle favorisée mais des horaires de travail importants

Même si certaines caractéristiques disparaissent, comme par exemple la bourse commune entre l'exploitation agricole et le foyer, avec le contrôle fiscal et la comptabilité d'entreprise, d'autres se maintiennent. Comme l'entreprise pour les indépendants, l'exploitation agricole se situe souvent dans le même bâtiment que le logement ou à proximité.

* Vanessa Bellamy appartient à la division Condition de vie des ménages et Claire Plateau à la division Agriculture de l'Insee.

Sources et définitions

L'enquête Budget de famille : menée à un rythme quinquennal depuis 1979, elle vise à reconstituer la totalité des dépenses et des ressources des ménages. Pour l'enquête 2001, 10 305 ménages ont répondu à l'enquête en France métropolitaine. La nomenclature utilisée pour les produits consommés se décompose en 12 grands postes de dépense (la COICOP), plus un 13^e afin de rassembler les débours des ménages qui ne relèvent pas de la consommation au sens des comptes nationaux. Dans l'enquête *Budget de Famille*, contrairement aux concepts habituels de la comptabilité nationale, le poste C01 (produits alimentaires et boissons non alcoolisées) ne comprend pas l'autoconsommation alimentaire.

Autoconsommation alimentaire : les ménages donnent la quantité de produits consommés provenant soit de leur propre production (potager, élevage, chasse etc.), soit de celle d'un autre ménage (autoproduction d'un autre ménage). Ces quantités sont ensuite valorisées (on obtient un montant) à l'aide des prix à la consommation.

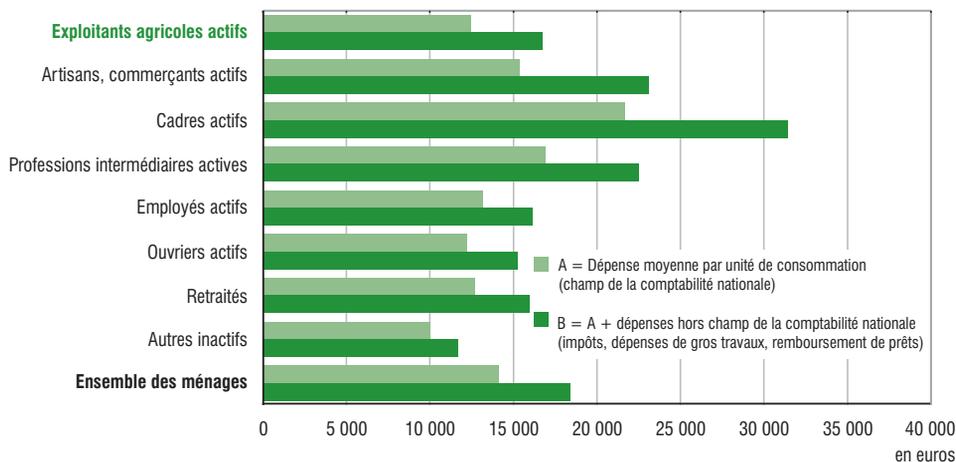
Unité de consommation : système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage, et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de

compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (*uc*). Pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle utilisée ici (dite de l'OCDE modifiée) retient la pondération suivante : 1 *uc* pour le premier adulte du ménage ; 0,5 *uc* pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 *uc* pour les enfants de moins de 14 ans.

L'enquête nationale Logement : une des principales enquêtes de l'Insee par son ancienneté (1955), sa fréquence (elle est réalisée tous les 4 ou 5 ans) et la taille de son échantillon (45 000 logements en 2001). Au niveau national, c'est la source statistique majeure pour décrire le parc de logements et les conditions d'occupation par les ménages de leur résidence principale. Sur ces thèmes, les enquêtes *Logement* sont en particulier beaucoup plus complètes et précises que les recensements.

L'enquête permanente sur les Conditions de vie des ménages : réalisée auprès d'un échantillon de 8 800 personnes en France métropolitaine, elle a lieu chaque année depuis 1995 en janvier, mai et octobre, et permet d'étudier l'évolution annuelle d'indicateurs sociaux.

1. Dépense annuelle moyenne par unité de consommation selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Budget de famille 2001.

Au cours de la journée de travail, cette proximité entre lieu de travail et lieu d'habitation favorise l'articulation, voire la combinaison, des activités domestiques et des activités professionnelles.

La journée est longue pour l'agriculteur, mais il bénéficie aussi de moments creux. Les enquêtes sur les emplois du temps montrent que les horaires des agriculteurs sont relativement lourds (62,8 heures en moyenne par semaine déclarées dans l'enquête *Emploi du temps* de 1998-1999) (Chenu, 2002) et qu'ils varient fortement d'une semaine sur l'autre. Ces heures s'effectuent aussi sur les jours de la fin de semaine : 22 % du volume horaire hebdomadaire est réparti entre le samedi et le dimanche, c'est la plus grande proportion de travail de fin de semaine parmi les catégories socioprofessionnelles.

Par ailleurs, la répartition du volume hebdomadaire de travail entre les différentes parties de la journée est assez spécifique. En effet, les agriculteurs travaillent peu la nuit (1 % de leur travail est accompli entre 23 h et 5 h du matin) mais commencent leur journée de travail plus tôt que la moyenne : 16 % de leur travail est réalisé entre 5 h et 9 h, de même que chez les ouvriers qualifiés. Cette proportion est de 7 % chez les cadres ou les enseignants. Seuls les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés industriels, et les ouvriers qualifiés de la manutention et du transport dépassent cette proportion. À l'inverse, les agriculteurs n'effectuent que 18 % de leur travail entre 14 h et 16 h 30, ce qui est inférieur aux autres catégories socioprofessionnelles. La fin d'après-midi (16 h 30/19 h) et la soirée (19 h/23 h) sont par contre assez chargées, puisque 31 % du travail est effectué sur l'une ou l'autre de ces plages horaires.

Enfin, s'éloigner longtemps du lieu de travail pose d'autres problèmes liés aux caractéristiques du produit de l'exploitation : animaux nécessitant des soins constants, enchaînement des tâches agricoles, incertitudes climatiques et nécessité d'être présent dans l'exploitation. Les agriculteurs ont du temps libre mais il survient de façon aléatoire et ne se prête pas à la planification. Ils partent ainsi moins souvent et moins longtemps en vacances que les autres catégories socioprofessionnelles : 38 % des agriculteurs contre 65 % pour l'ensemble des ménages selon l'enquête permanente sur *les Conditions de vie* en 2004.

Un mode de consommation spécifique

La répartition des dépenses entre les postes de consommation au sein d'un ménage d'agriculteurs est différente de celle du ménage moyen. Les dépenses de logement (12,2 % des dépenses de consommation contre 17,7 % pour l'ensemble des ménages) ou encore de culture et de loisirs (6,9 % contre 8,4 %) sont relativement moins importantes, de même que les dépenses d'hôtellerie et de restauration (*figure 2*).

La faible part des dépenses de logement s'explique en grande partie par la proportion élevée de propriétaires parmi les agriculteurs (77,4 % contre 56 % pour l'ensemble des ménages) et donc de l'absence de loyers à acquitter (*figure 3*). De plus, selon l'enquête *Logement* de 2002, les agriculteurs locataires paient des loyers environ 20 % moins élevés que la moyenne des locataires, du fait qu'ils résident en milieu rural où les prix de l'habitat sont plus faibles que dans les grandes agglomérations.

La moitié des ménages agriculteurs habite dans des logements de plus de cinq pièces : c'est le cas de seulement 20 % des ménages métropolitains. Les factures de chauffage sont en moyenne relativement faibles pour les ménages d'agriculteurs, et cela malgré des logements plus vastes, car bon nombre d'entre eux se chauffent encore au bois ou au charbon (12,7 % des ménages d'agriculteurs contre seulement 1,4 % de l'ensemble de la population).

L'offre de loisirs abondante dans les grandes villes va de pair avec une consommation accrue des citadins. À l'inverse, la moindre disponibilité des agriculteurs, l'éloignement des centres

2. Structure de la consommation et dépense totale par unité de consommation selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

	Exploitants agricoles actifs	Artisans, commerçants actifs	Cadres actifs	Prof. interm. actives	Employés actifs	Ouvriers actifs	Retraités	Autres inactifs	Ensemble des ménages
En % de la consommation totale (sens CN - C01 à C12)									
C01 Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	18,9	16,5	12,4	14,1	15,4	17,1	20,6	17,7	16,6
C02 Boissons alcoolisées et tabac	3,0	3,0	2,4	2,7	3,0	4,1	2,8	3,2	3,0
C03 Articles d'habillement et articles chaussants	6,5	8,3	7,8	7,3	6,7	6,4	4,4	5,6	6,3
C04 Logement, eau, électricité et combustibles	12,2	14,9	15,2	15,9	20,3	17,3	18,6	26,5	17,7
C05 Ameublement, équipement et entretien ménager	6,4	7,4	6,8	6,1	5,1	5,3	7,6	6,1	6,4
C06 Santé	6,2	3,4	3,9	3,9	3,6	3,9	6,2	4,2	4,5
C07 Transports	16,1	15,0	16,9	18,1	16,7	18,3	12,0	10,2	15,5
C08 Communications	2,6	2,8	2,7	2,7	3,2	2,8	2,8	3,9	2,9
C09 Loisirs et culture	6,9	7,6	9,8	9,5	8,2	7,7	7,7	7,6	8,4
C10 Enseignement	0,6	0,7	0,7	0,4	0,3	0,3	0,0	0,7	0,4
C11 Restaurants et hôtels	5,1	7,8	9,9	8,2	6,5	6,0	4,1	4,5	6,5
C12 Autres biens et services	15,6	12,6	11,6	10,9	11,0	10,8	13,1	9,8	11,8
Consommation totale au sens de la comptabilité nationale (C01 à C12)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En euros									
Consommation totale au sens de la comptabilité nationale (C01 à C12)	12 478	15 394	21 666	16 908	13 147	12 235	12 708	10 022	14 137
C13 Dépenses hors champ de la comptabilité nationale	4 283	7 696	9 776	5 634	3 014	3 029	3 298	1 639	4 301
Dépense totale (C01 à C13)	16 761	23 090	31 442	22 542	16 161	15 264	16 006	11 661	18 438

Champ : France métropolitaine.

CN : comptabilité nationale

Source : Insee, enquête Budget de famille 2001.

3. Logements des agriculteurs en 1984 et 2002

	en %							
	Sans confort		Sans chauffage central		Taux de propriétaire		Construit avant 1950	
	1984	2002	1984	2002	1984	2002	1984	2002
Agriculteurs exploitants	27,1	2,3	25,7	18,4	74,8	77,4	75,9	48,1
Artisan commerçants et chefs d'entreprise	9,4	0,7	13,5	6,6	64,6	69,6	46,0	25,1
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1,1	0,4	6,9	2,1	55,2	63,0	33,2	25,7
Professions intermédiaires	3,0	0,7	9,4	3,8	53,2	54,3	27,9	20,6
Employés	8,7	1,7	12,7	5,0	33,4	33,9	31,8	20,6
Ouvriers	13,6	2,0	17,5	10,4	41,1	43,7	36,6	18,9
Retraités	25,6	4,4	18,3	7,9	60,9	73,2	57,1	21,0
Autres personnes sans activités	28,4	4,9	16,9	8,2	36,3	31,4	51,7	24,9
Ensemble des ménages	15,0	2,5	15,2	6,9	50,7	56,0	43,0	23,2

Un logement sans confort est un logement dans lequel un des équipements suivants est absent : eau courante, w.-c. intérieur, sanitaire .

Note de lecture : en 2002, 2,3 % des logements sont sans confort ; ils étaient 27,1 % en 1984.

Champ : France métropolitaine, résidences principales.

Source : Insee, enquête nationale Logement.

culturels ou de loisirs et la faiblesse de l'offre en milieu rural sont quelques-unes des causes à l'origine des dépenses relativement faibles de loisirs et culture.

Bien qu'ils habitent souvent sur leur lieu de travail, les dépenses de transport des ménages agriculteurs sont supérieures à la moyenne des ménages (16,1 % contre 15,5 %) car l'offre de transports en commun est rare et l'usage de la voiture devient obligatoire. Ainsi, 96 % des ménages d'agriculteurs possèdent une voiture contre seulement 81 % des ménages de la métropole (figure 4).

4. Équipement des ménages en électroménager et voiture par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

	en %					
	Réfrigérateur avec ou sans congélateur	Congélateur avec ou sans réfrigérateur	Four à micro-ondes	Lave-linge	Voiture	Téléviseur couleur
Agriculteurs exploitants	100,0	90,5	72,6	99,3	95,8	96,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	99,7	86,2	81,3	94,6	91,5	94,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	99,8	82,2	81,1	95,2	91,2	92,1
Professions intermédiaires	99,1	81,5	82,7	93,7	90,5	91,4
Employés	97,6	78,3	80,5	90,7	76,5	93,7
Ouvriers (y compris ouvriers agricoles)	98,6	80,8	81,8	92,9	85,2	96,6
Retraités	99,7	81,1	60,8	94,1	72,0	97,6
Autres inactifs	88,8	31,5	61,5	33,0	40,6	79,5
Ensemble des ménages	98,9	80,1	74,3	92,2	80,7	94,8

Champ : France métropolitaine, ensemble des ménages.

Source : Insee, enquête Permanente sur les conditions de vie 2004.

Les agriculteurs se situent au-dessus de la moyenne des ménages pour la détention de réfrigérateurs et surtout de congélateurs : 90 % contre 80 % pour l'ensemble des ménages. Ces équipements ont un caractère à la fois domestique et professionnel, puisqu'ils permettent la conservation des produits de la ferme, tout comme des achats personnels. De même, l'équipement en lave-linge est également plus fréquent que chez l'ensemble des ménages (99 % contre 92 %). Les moindres contraintes de place, l'importance des lessives compte tenu de la taille des familles, la nature même du travail peuvent expliquer en partie ce suréquipement. En revanche, les agriculteurs sont moins équipés en fours micro-ondes (73 % contre 82 % pour les ouvriers par exemple). À l'opposé, les agriculteurs sont avec les ouvriers les mieux équipés en télévision couleur (96 %).

Les dépenses de santé et les autres dépenses de biens et services (soins personnels, protection sociale, assurances, services financiers...) sont également relativement plus importantes que pour l'ensemble des ménages (6,2 % et 15,6 % contre 4,5 % et 11,8 %). Ces dépenses importantes en matière de santé sont une conséquence directe de l'âge élevé des agriculteurs : l'accroissement du risque de maladie fait ainsi augmenter à la fois le montant des cotisations des assurances et mutuelles, ainsi que les dépenses directes en médicaments et honoraires de médecins. Dans une moindre mesure, on peut aussi penser que, comme pour toutes les professions indépendantes, le risque de manque à gagner en cas d'interruption pour des raisons de santé incite l'agriculteur à souscrire d'importantes assurances compensatoires.

Les dépenses alimentaires sont aussi plus importantes que pour les autres catégories de ménages (18,9 % contre 16,6 % pour l'ensemble des ménages). Cela s'explique probablement par davantage de repas pris au domicile. L'écart s'estompe en effet dès lors que l'on prend en compte les repas pris à la cantine ou au restaurant (21,4 % contre 20,6 %). En effet, les agriculteurs exploitants dépensent peu pour la restauration hors de leur logement ; ils y consacrent près de 4 points de moins que les cadres et 3 fois moins en valeur que ces derniers. L'écart de la part des dépenses alimentaires s'accroît à nouveau en intégrant l'autoconsommation,

spécificité paysanne : elle représente plus de 600 euros par an par unité de consommation pour les agriculteurs, 185 euros pour les retraités et seulement 100 euros pour les ouvriers. La consommation alimentaire des exploitants agricoles est en moyenne de 2 970 euros par unité de consommation, soit 22,7 % de la consommation totale (*figure 5*).

5. Dépenses annuelles d'alimentation y compris autoconsommation selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées + autoconsommation alimentaire (en euros par uc)	Part de la consommation alimentaire dans la consommation totale* (en %)
Exploitants agricoles actifs	2 968	22,7
Artisans, commerçants actifs	2 640	17,0
Cadres actifs	2 738	12,6
Professions intermédiaires actives	2 459	14,5
Employés actifs	2 089	15,8
Ouvriers actifs	2 189	17,7
Retraités	2 800	21,7
Autres inactifs	1 855	18,4
Ensemble	2 467	17,3

* Champ de la comptabilité nationale + autoconsommation alimentaire.

UC : unité de consommation.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Budget de famille 2001.

Malgré un fort rattrapage ces vingt dernières années, les logements des agriculteurs restent les moins confortables

En 1984, le confort moyen des résidences principales des agriculteurs était nettement en dessous des normes constatées dans les autres milieux : 27 % n'avaient pas, soit l'eau courante, soit les w.-c. intérieurs ou des installations sanitaires, contre 15 % pour l'ensemble des logements (*figure 3*). En 2002, presque tous les logements des agriculteurs ont désormais cet équipement de base. Cependant, plus de 18 % des logements restent encore sans chauffage central (presque deux fois plus que dans les logements d'ouvriers) contre 7 % des résidences de métropole. Il est à souligner aussi que l'épargne individuelle des agriculteurs est de préférence affectée à la marche des affaires, plutôt qu'à des travaux d'amélioration du logement.

Les logements des agriculteurs sont souvent anciens : en 2002, la moitié avait été construite avant 1950, contre un quart en moyenne en France métropolitaine. Malgré la relative vétusté de leur logement, les agriculteurs ne souhaitent que rarement en changer, contrairement aux ouvriers : 10 % contre 32 % pour les ouvriers, qui sont aussi plus souvent locataires. L'enracinement patrimonial n'est sans doute pas le seul facteur explicatif de cette immobilité. Pour cette catégorie socioprofessionnelle, le logement tend à se confondre avec le patrimoine de l'exploitation. Il est sans autonomie propre et le déménagement reste souvent tributaire d'un changement d'activité professionnelle ou du moins de la localisation de cette activité.

Des agriculteurs de plus en plus informatisés

En 1996, les ménages d'agriculteurs étaient peu équipés d'un micro-ordinateur (14 % contre 20 % de l'ensemble des actifs et 42 % des cadres) ; en 2004, 63 % en disposent à la maison, soit le même taux d'équipement que l'ensemble des actifs (*figure 6*). Les ménages d'employés et surtout d'ouvriers l'ont adopté plus timidement : leurs taux d'équipement progressent en

moyenne annuelle sur huit ans de 4,9 et 4,6 points contre 6,3 points pour les agriculteurs. Le taux de connexion à l'internet atteint 50 % pour les agriculteurs en 2004, nettement moins que celui des cadres (68 %) mais deux fois plus que celui des ouvriers (23 %). Ces écarts de comportement avec les ouvriers s'expliquent probablement par la perméabilité entre sphère professionnelle et sphère privée et l'éloignement de certains équipements et services. ■

6. Équipement en micro-ordinateur et en connexion internet

	Taux d'équipement en micro-ordinateur (en %)		Évolution annuelle moyenne (en points)	Taux d'accès à internet (en %)		Évolution annuelle moyenne (en points)
	1996	2004		1996	2004	
Agriculteur actif	14,5	62,6	6,3	5,3	50,1	9,6
Artisan	19,9	63,3	5,7	7,2	41,2	7,3
Cadre	41,9	81,3	5,1	24,9	67,5	9,1
Profession intermédiaire	25,5	70,5	5,9	10,7	51,6	8,8
Employé	15,0	52,9	4,9	3,9	33,4	6,3
Ouvrier	9,0	44,0	4,6	2,4	23,0	4,4
Chômeur	11,1	38,8	3,6	4,1	28,0	5,1
Ensemble des actifs	20,4	62,6	5,2	8,9	41,6	7,0
Étudiant	22,1	60,5	5,0	19,4	31,7	2,6
Retraité	4,3	18,4	1,8	1,4	11,4	2,1
Agglomération parisienne	24,9	54,2	3,8	3,8	41,3	8,0
Rural isolé	11,2	41,2	3,9	10,5	26,7	3,5

Champ : France métropolitaine, ensemble des ménages.

Lecture : 14,5 % des agriculteurs actifs sont équipés d'un micro-ordinateur en 1996 et 62,6 % en 2004. C'est 6,3 points de plus en moyenne par an.

Source : Insee, enquêtes Permanentes sur les conditions de vie.

Pour en savoir plus

Cérani N., Camus M., « Le budget des familles en 2001 », *Insee Résultats* n° 29, avril 2004.

Brion P., Legris B., « Consommation et équipement des agriculteurs », *Chambres d'Agriculture* n° 896, mars 2001.

Chenu A., « Les horaires et l'organisation du temps de travail », *Économie et Statistique* n° 352-353, p.151-167, Insee, 2002.

« Les agriculteurs », *Contours et caractères*, Insee, 1993.